Déni de Réalité et recherche de boucs émissaires

Ce qui me sidère le plus dans ce qui passe pour des débats économiques en France, c'est le déni quasiment surréaliste de la réalité dans lequel il s'inscrit. Dans les sociétés civilisées, lorsque des problèmes commencent à se manifester, il est d'usage d'utiliser la méthode Socratique pour essayer de trouver une solution.

1. Les intervenants dans le débat essaient d'établir un diagnostic.
2. Cette première étape franchie, on discute des SOLUTIONS à apporter aux problèmes.
3. Dans les sociétés dites démocratiques, il est alors l'usage de procéder à un vote pour déterminer quelles solutions vont être choisies et qui va les mettre en œuvre.

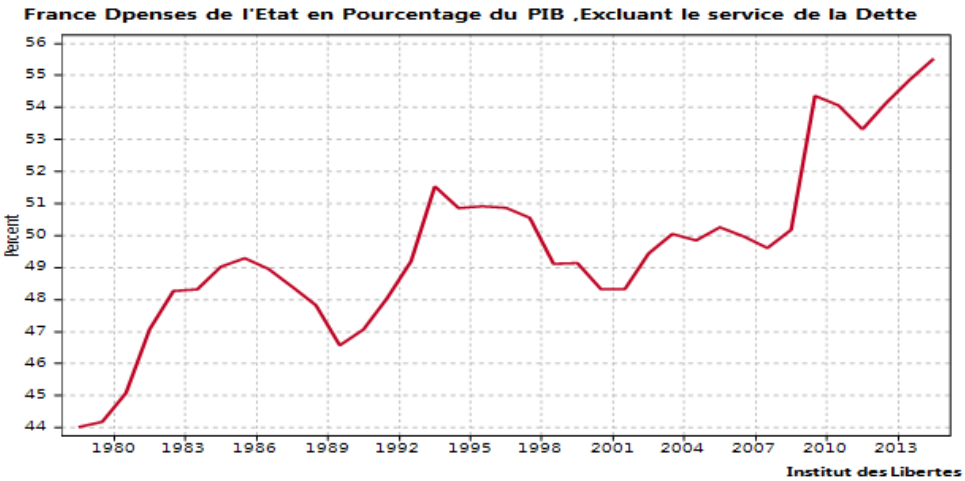
Rien de tout cela ne se passe en France où et la gauche et la droite partent d'un à priori de nature religieux pour poser leur diagnostique : *Il y a quelque chose de fondamentalement mauvais à l'œuvre dans notre pays, contraire à son génie et qui lui a été imposé par des forces hostiles, en général en provenance de l'extérieur et qui nous a amené là où nous en sommes, et ce quelque chose s'appelle le …LIBERALISME.*

Le débat Français s'inscrit donc non dans la recherche d'une solution mais dans la recherche du « bouc émissaire », cher à René Girard et propre aux sociétés religieuses et n'a donc plus rien à voir avec la logique Grecque. On fait d'abord appel à la Tribu, puis on désigne le bouc émissaire. C'est le degré zéro de l'explication. Sortons de ces miasmes, regardons les chiffres, en provenance de l'OCDE, et commençons par un peu de Socratisme.

Dans un état libéral, le poids de l'Etat dans l'économie est stable ou en baisse. Qu'en est il en France ?

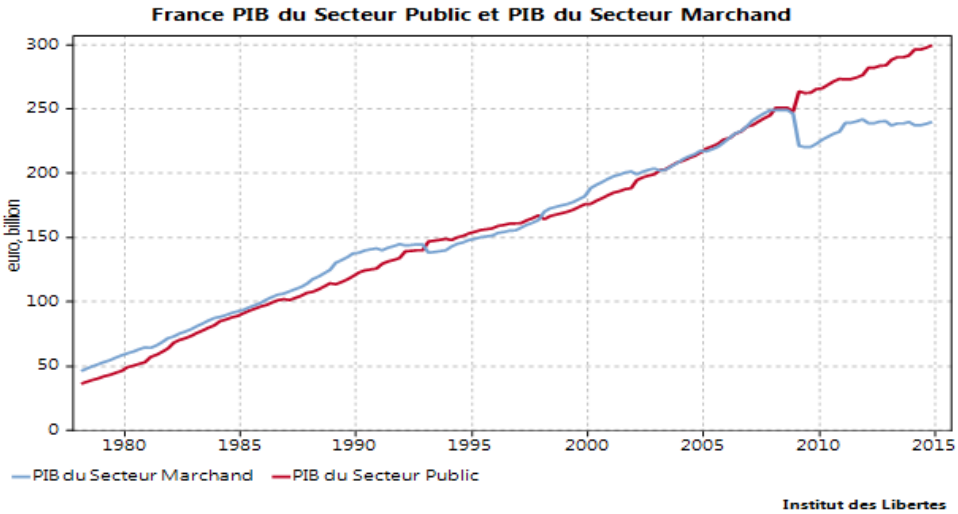
Vérifions.

Depuis 1981, les dépenses de l'Etat en pourcentage du PIB n'ont cessé de monter comme en fait foi le graphique ci-dessus puisque nous sommes passé de 45 % du PIB au moment de l'élection de Francois Mitterrand à prés de 56 % aujourd'hui. Voila qui n'est guère libéral.



Essayons de voir ce que cela veut dire en chiffres absolus (en milliards d'euros).

Le PIB marchand croit moins vite que le PIB public depuis 1979 et est aujourd'hui plus bas qu'il ne l'était en 2007, ce qui bien sur est loin d'être le cas pour le PIB du secteur public comme chacun peut le voir. Salopards de libéraux, qui sont incapables de suivre la croissance de l'Etat.



Allons plus loin.

Analysons le ratio entre secteur privé et secteur public.

En 1981, à l 'arrivée de monsieur Mitterrand , le secteur privé était supérieur de 25 % au secteur public.

Aujourd'hui il lui est inferieur de 20%. Encore un des méfaits de "l'ultra libéralisme", j'imagine. Continuons et vérifions les taux de variations annuels de nos deux agrégats, mais cette fois ci en VOLUME, c'est-à-dire en excluant l'inflation des calculs.

Le secteur privé, depuis 1981 a connu 7 récessions, le secteur public ***aucune***. Etonnez vous que les jeunes Français veuillent soit émigrer, soit s'ils se sentent suffisamment compétents (sic!), entrer dans la fonction publique. Ce graphique est bien sur la PREUVE de la supériorité du secteur public sur le secteur privé.

On est mieux payé, on a une meilleure retraite, que l'on prend plus tôt, une sécurité de l'emploi totale , il n'y a pas de récession, et en plus on peut dire du mal de ceux qui travaillent dans le secteur privé, qui ne sont bien sur que d'horribles égoïstes. Hélas, comme le disait Madame Thatcher, le socialisme ne dure que tant que les socialistes peuvent trouver de l'argent à voler à quelqu'un… Plus d'argent à voler= fin des expériences socialistes. *"O tempora, o mores"* aime rappeler l'auteur qui a lu Astérix.

Car le secteur public ne croit qu'en deux méthodes de gestion: augmenter les impôts sur les autres (voler la génération actuelle) ou emprunter à autrui (c'est-à-dire en volant les générations futures). Il n y a en effet que deux façons de s'approprier un bien, travailler pour l'acheter ou le voler comme l'ont fort bien montré les Evangiles et Bastiat

Et la, les choses deviennent embêtantes pour nos voleurs. Le taux de croissance du secteur privé sur les 7 dernières années est devenu négatif. (NDA:*J'utilise toujours la moyenne des 7 dernières années pour déterminer une tendance structurelle)* .

Les volés s'appauvrissent…la fin approche.

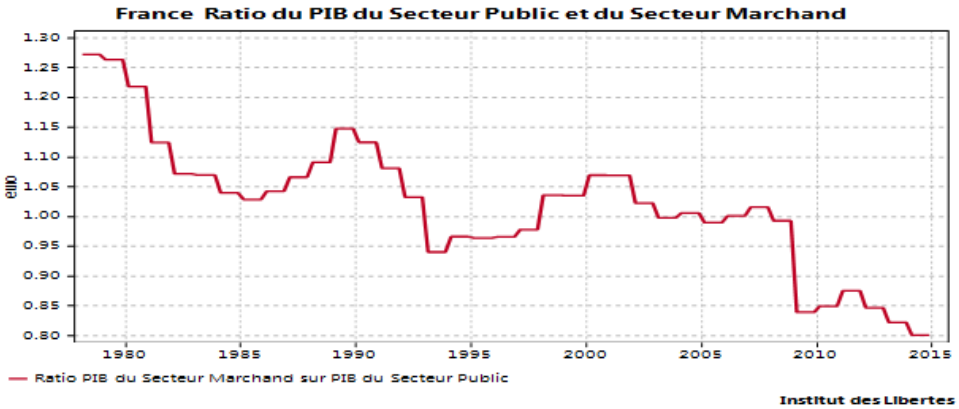
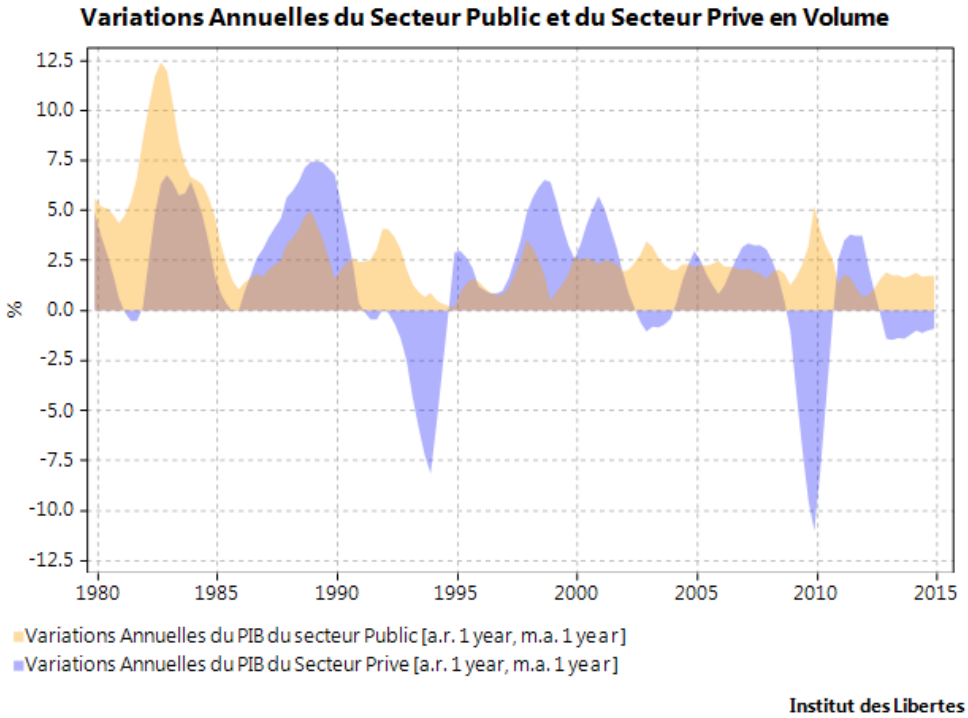
Résumons-nous.

- Le secteur public, qui est à l'origine de la dette, est toujours en déficit et ne vit que de transferts.
- En fin de parcours, la dette doit être payée, et par le secteur privé.
- La croissance du secteur privé est maintenant négative, c'est-à-dire qu'il se contracte ***structurellement***, comme en Italie. Difficile de rembourser quoique ce soit dans ces conditions.
- La dette de l'Etat va donc continuer à augmenter, ce qui n' a aucune importance, me dit on, puisqu'elle est achetée par la BCE et que le service de la dette ne coute plus rien.
- Mais des taux négatifs vont aider principalement au financement de l'Etat, car personne dans le secteur privé ne va emprunter, puisque l'activité se contracte.

La croissance de l'Etat va donc exploser et le secteur privé continuer à disparaitre.

Les différences entre la France et l'URSS d'il y a peu s'atténuent de plus en plus. Normal, puisque nous sommes gérés par des clercs d'une Eglise qui avait déjà échoué en URSS et qui est en train d'échouer chez nous.

Et comme nous l'a appris René Girard, pour dissimuler leurs échecs il suffit à ce clergé de remplacer dans le discours dominant qui sévissait dans les annexes 30 le mot "Juif " ou " Koulak " par le mot " Liberal " aujourd'hui et le tour est joué.

Rien n'est réglé, mais un bouc émissaire a été trouvé et c'est après tout la seule chose qui compte. Voilà mon diagnostic.

J'aimerais bien avoir celui des autres.